



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
portant autorisation d'occupation temporaire  
d'une partie du domaine public maritime à SAINT-AUBIN-SUR-MER  
pour la construction d'une rampe d'accès à la plage  
adaptée aux personnes à mobilité réduite

**Pétitionnaire :**

**Commune de Saint-Aubin-sur-Mer**  
**41 Rue du Maréchal Joffre**  
**14750 SAINT-AUBIN-SUR-MER**  
**Dossier n° : 562 22 01**

Le Préfet du Calvados,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2122-1 et suivants ;
- VU le code de l'environnement ;
- VU le décret n° 70-229 du 17 mars 1970 portant déconcentration administrative en ce qui concerne le domaine public maritime ;
- VU le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n°64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN, préfet du Calvados .
- VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 2022 portant délégation de signature à Monsieur Thierry CHATELAIN, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados .
- VU l'arrêté préfectoral AG – 2022-10 du 03 octobre 2022 portant délégation de signature pour les décisions autres que celles relevant de l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire ;
- VU le document stratégique de façade (DSF) de la Manche Est - mer du Nord en vigueur ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 25 février 2022 approuvant la concession de la plage naturelle de Saint-Aubin-sur-Mer au profit de la commune ;
- VU la demande de la commune de Saint-Aubin-sur-Mer du 23 août 2022, reçue à la DDTM du Calvados le 12 septembre 2022 et complétée le 08 novembre 2022, sollicitant l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public maritime à Saint-Aubin-sur-Mer pour la construction d'une rampe d'accès à la plage adaptée aux personnes à mobilité réduite ;
- VU la décision du directeur départemental des finances publiques du Calvados sur les conditions financières en date du 30 novembre 2022 ;
- CONSIDÉRANT** que l'occupation sollicitée est compatible avec la destination du domaine public maritime (DPM) ;

CONSIDÉRANT la fréquentation de la plage de Saint-Aubin-sur-Mer et l'absence d'accès adapté aux personnes à mobilité réduite depuis la digue promenade sur tout son linéaire ;

CONSIDÉRANT que l'ouvrage à construire permet à toute personne, notamment à mobilité réduite, d'accéder en toute autonomie à la plage depuis la digue promenade ;

CONSIDÉRANT que les mesures mises en œuvre par le pétitionnaire sur le domaine public maritime (DPM) et prescrites dans la présente autorisation sont de nature à limiter l'impact sur l'environnement du site ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1er - Objet de l'autorisation**

La commune de Saint-Aubin-sur-Mer est autorisée à occuper temporairement une partie du domaine public maritime (DPM) pour la construction d'une rampe d'accès à la plage adaptée aux personnes à mobilité réduite au droit de la place du Général De Gaulle. Cet ouvrage d'une longueur de 4 m vers la mer pour 36 m de linéaire de littoral. L'emprise totale de l'ouvrage représente une surface 144 m<sup>2</sup> et figure sur le plan annexé.

L'ouvrage est dimensionné pour répondre à la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et ses décrets d'application.

La libre circulation du public le long du littoral ainsi que le libre accès à la mer depuis la terre et à la terre depuis la mer doivent être maintenus en toutes circonstances.

L'entreprise en charge de la réalisation des travaux est la société TP LETELLIER, dont le siège est situé à DOUVRES-LA-DELIVRANDE, rue Philippe Lebon.

Pour construire de l'ouvrage, l'entreprise est autorisée à circuler sur la plage au moyen de véhicules terrestres à moteur par application de l'article L321-9 du code de l'environnement. Les véhicules utilisés sont un engin de terrassement et deux véhicules de transport de matériaux.

Cette autorisation ne préjuge en rien de l'obtention des éventuelles autres autorisations nécessaires.

### **Article 2 – Prescriptions environnementales et sanitaires**

La commune doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des usagers de la plage et le respect environnemental des lieux.

L'occupation du DPM doit être compatible avec les objectifs environnementaux du document stratégique de façade (DSF) de la Manche Est - mer du Nord.

À cet égard, le bénéficiaire de l'autorisation se conforme aux prescriptions environnementales suivantes :

- Les espaces dunaires et végétalisés ainsi que les laisses de mer sont des milieux naturels sensibles abritant une biodiversité riche et concourent à la lutte contre l'érosion marine. Ces espaces doivent être préservés de toute atteinte par roulage ou piétinement.
- Préalablement à l'installation des constructions, le bénéficiaire s'assure, avec l'appui du groupe ornithologique normand (GONm au 02 31 43 52 56), qu'il ne sera pas porté atteinte au gravelot à collier interrompu, espèce protégée d'intérêt communautaire. En cas de découverte de nid, l'installation sur la zone sera différée ou poursuivie avec des mesures de protection spéciales mises en œuvre avec l'accord du service gestionnaire du domaine public maritime.
- Pendant la phase de construction, les surplus de matériaux non employés (granulat, béton, ferrailles...) constituent des déchets qui doivent être collectés au fur et à mesure de leur production et évacués de la plage pour être envoyés vers des filières de traitement adaptées. Les mouvements de sable doivent être limités au strict nécessaire. Les véhicules de chantier doivent être en parfait état d'entretien et dépourvus de toute fuite de fluide. Un kit anti-pollution comprenant au minimum un réceptacle étanche de taille suffisante destiné à contenir une fuite accidentelle d'hydrocarbure ou d'un autre fluide est disponible sur le chantier. Ils

franchissent la laisse de mer en un point unique. Les déplacements des véhicules sont strictement limités aux besoins de l'organisation.

- L'ouvrage implanté sur le domaine public maritime peut avoir une incidence sur la qualité environnementale du milieu marin. Il doit faire l'objet d'un suivi permanent (contrôles visuels périodiques) et d'une maintenance régulière.
- Le bénéficiaire veille à ne pas causer de nuisances sonores excessives et incompatibles avec la tranquillité du voisinage et du milieu. L'emploi d'un groupe électrogène ou autre moteur thermique est strictement interdit.
- Le bénéficiaire avertit le service en charge de la gestion du domaine public maritime de tout incident sur l'ouvrage pouvant avoir un impact sur le milieu marin.

### **Article 3 – Sécurité**

L'ouvrage est sous l'entière responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation qui doit mettre tout en œuvre pour assurer la sécurité des usagers de la plage et circulant sur l'ouvrage.

Pendant la phase de construction, l'entreprise en charge des travaux met en place un balisage de sécurité adapté aux conditions de marée sous le contrôle du bénéficiaire.

L'ouvrage fait l'objet d'un suivi permanent (contrôles visuels périodiques) et d'une maintenance régulière. Tout incident pendant les travaux et durant la vie de l'ouvrage fait l'objet d'une information au service en charge de la gestion du domaine public maritime.

### **Article 4 - Durée de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée à compter du 05 décembre 2022 pour une durée de neuf (9) ans.

A la date d'expiration, l'autorisation cesse de plein droit. L'Administration a la faculté de la renouveler sur la demande du permissionnaire.

### **Article 5 - Bénéficiaire de l'autorisation**

La présente autorisation étant rigoureusement personnelle, le bénéficiaire ne peut céder à un tiers les droits qu'elle lui confère.

En cas de cession non autorisée, l'autorisation est révoquée et le bénéficiaire reste responsable des conséquences de l'utilisation du domaine public.

### **Article 6 - Précarité de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable et l'administration se réserve expressément la faculté de la retirer ou de la modifier à toute époque, sans que le bénéficiaire puisse prétendre à aucune indemnité ou dédommagement quelconque.

L'autorisation peut être révoquée, en cas d'inexécution des conditions.

### **Article 7 - Remise en état des lieux**

En fin d'autorisation ou en cas de retrait de celle-ci pour une cause quelconque, le pétitionnaire doit remettre les lieux dans l'état primitif c'est-à-dire dans l'état où ils se trouvaient avant la date d'intervention de la première autorisation qui lui est accordée.

Cette opération doit intervenir dans le délai de deux mois à compter de la date d'expiration de la présente autorisation ou de sa résiliation, faute de quoi, il y est procédé d'office et aux frais du permissionnaire sans préjudice du procès-verbal de grande voirie qui peut être dressé contre lui.

Dans le cas où, avec l'accord de l'administration, le permissionnaire renonce à démonter dans le délai fixé, les installations qu'il a édifiées sur le terrain faisant l'objet de la présente autorisation, celles-ci deviennent, sans aucune indemnité propriété de L'État au domaine duquel elles s'incorporent.

### **Article 8 – Impôts**

Le bénéficiaire de la présente autorisation doit supporter seul la charge de tous les impôts et notamment de l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature et qui seraient exploités en vertu du présent arrêté.

### **Article 9 – Redevance**

La présente autorisation est consentie à titre gratuit

### **Article 10 – Notification et publicité de l'arrêté d'occupation temporaire**

Le présent arrêté d'occupation temporaire du domaine public maritime, dont notification est faite au pétitionnaire à la diligence du directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados, est affiché :

- à la mairie de Saint-Aubin-sur-Mer pour affichage et établissement du certificat d'affichage ;
- sur le lieu même de l'occupation en un lieu non soumis à l'effet des marées, sous la responsabilité du pétitionnaire, pendant toute la durée des travaux de construction.

Ce document est également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados et mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le Calvados.

### **Article 11 – Voies et délais de recours**

S'il y a lieu, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire ou à compter de sa publication pour les tiers, le présent acte peut faire l'objet :

- soit d'un recours administratif gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique devant le ministre en charge du domaine public maritime.

La décision de rejet de la demande de recours administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant la date de sa notification.

De même, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours administratif emporte décision implicite de rejet de cette demande qui peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans les deux mois suivants la date implicite de décision de rejet.

- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 12 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados, le directeur départemental des finances publiques du Calvados et le maire de Saint-Aubin-sur-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

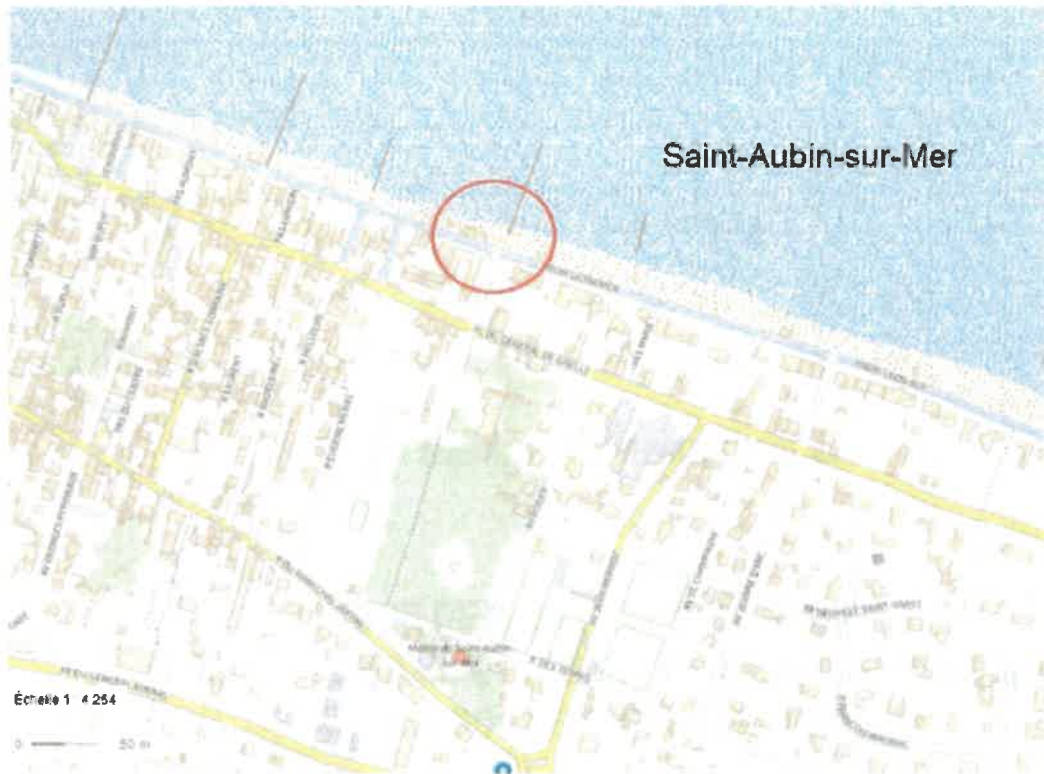
Fait à Caen, le **02 DEC. 2022**

La Responsable du Pôle Gestion  
du Littoral

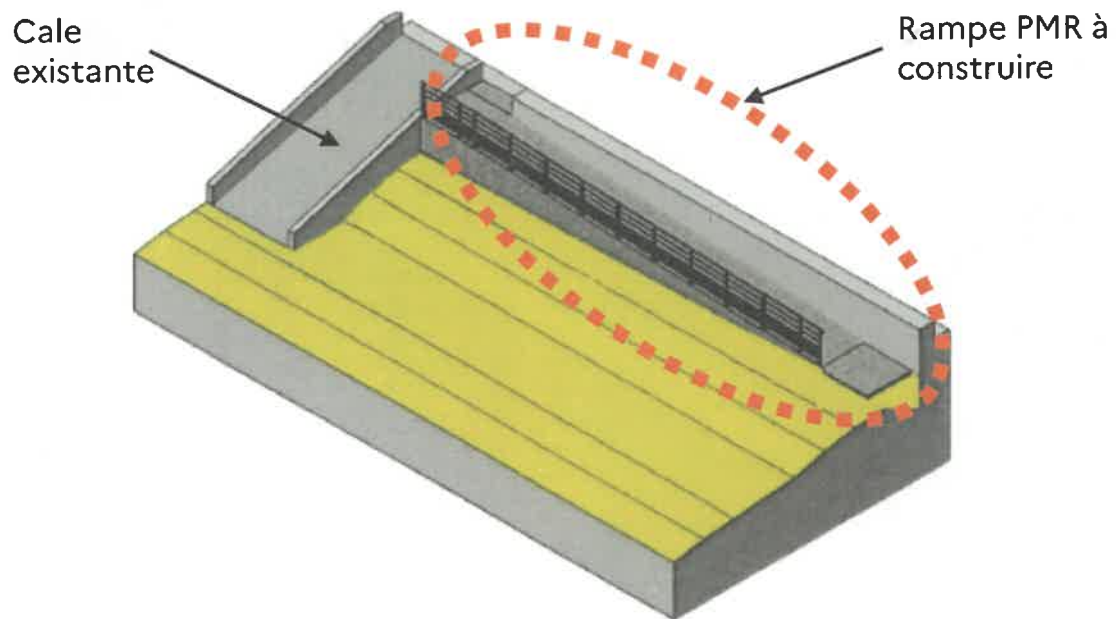
Anne-Laure DE ROSA

## ANNEXES

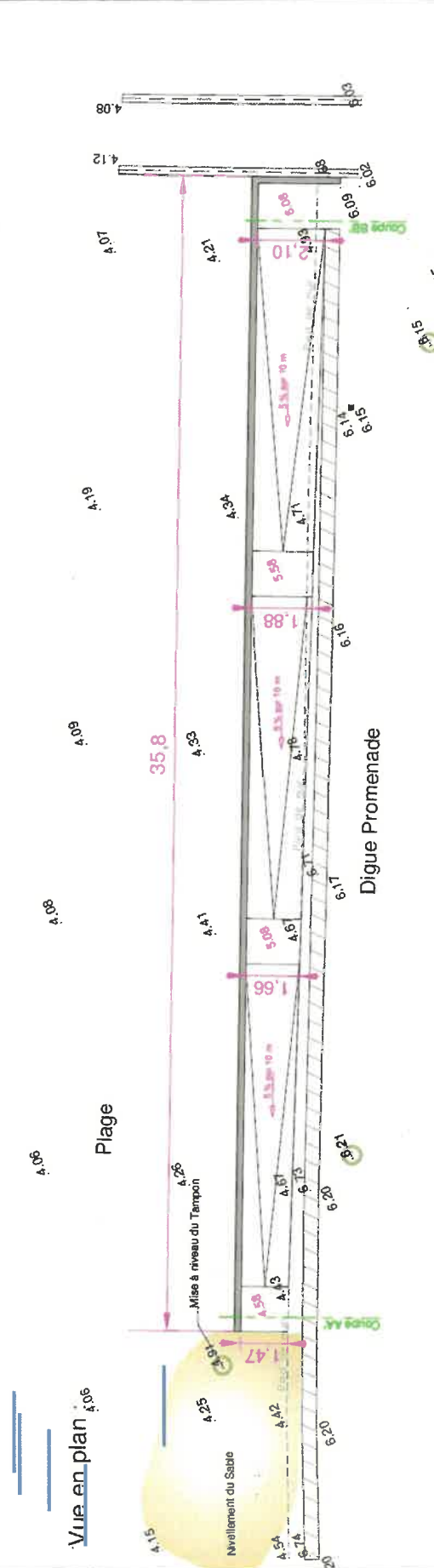
### Plan de localisation



### Perspective de l'ouvrage



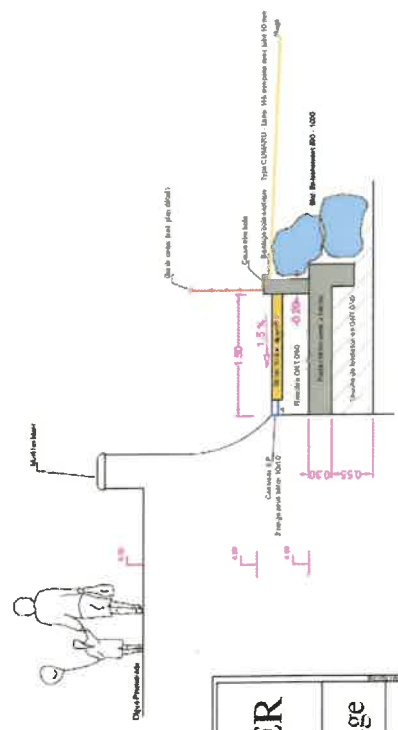
Index C LELANDAIS D. LETELLIER TP - Douvres La Délivrande



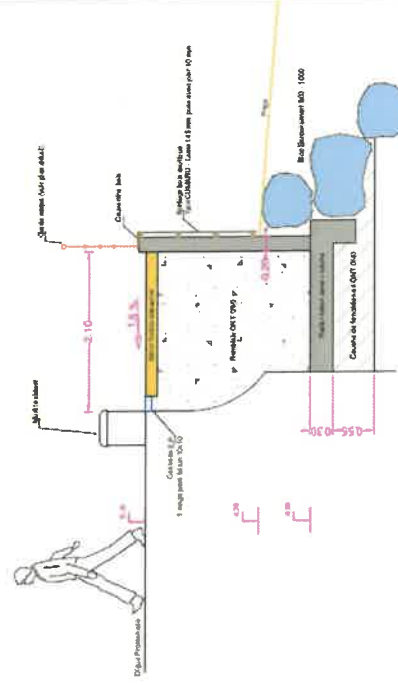
Profil en Long :



Coupe AA' :



Coupe BB' :



<b>ST AUBIN SUR MER</b>
<b>RAMPE PMR Digue &gt; Plage</b>
DATE : 28/09/2022
Ech : 1/1.25